

FICHE n°1 - Problématique de l'immigration

« La vague massive d'immigration clandestine » est une thèse répandue : la France serait « envahie » - voilà pour le cliché. Pourtant, les chiffres récents dessinent un autre paysage, où la France n'est pas la première terre d'accueil des migrants.

D'après le rapport de l'ONU sur les migrations internationales et le développement, le monde compterait environ 200 millions de migrants. Un tiers environ s'est rendu d'un pays en développement vers un autre et un autre tiers d'un pays en développement vers un pays développé. Alors qu'au XIXème siècle et pendant la première moitié du XXème siècle les migrations s'effectuaient principalement d'Europe vers les autres continents ou entre les pays européens eux-mêmes, après la Seconde Guerre mondiale la plupart des pays européens sont devenus des terres d'immigration.

Les chiffres montrent que la France est un pays qui accueille relativement peu d'immigrés, environ 200 000 par an, soit la proportion la plus faible d'Europe, rapportée à la population. Parmi eux, environ 90 000 viennent pour vivre avec leur famille et 60 000 sont ici en tant qu'étudiants. Les autres viennent en tant que demandeurs d'asile ou migrants économiques. Selon le HCR, la majorité sont des réfugiés car originaires de pays en conflit : 51% sont des Syriens, 14% des Afghans, 8% des Erythréens, 4% des Irakiens, 2% des Somaliens et 2% des Soudanais.

Selon l'INSEE 4,2 millions d'étrangers vivaient en France en 2013, soit un peu plus de 6% de la population (et non pas 12% comme l'affirme Eric Zemmour), soit quatre fois moins qu'en Suisse et trois fois moins qu'en Norvège ou aux Pays-Bas. Le solde migratoire est même en baisse en France, en tenant compte des flux vers l'étranger. Il faut aussi savoir que près de 40% des étrangers vivant en France ont la nationalité d'un pays membre de l'Union européenne.

La place de l'immigration dans le débat politique ne s'explique pas par son impact économique réel, qui est positif, mais par les craintes de déclassement ressenties par les catégories les plus menacées par la crise économique, et par la peur soigneusement entretenue par l'extrême droite, de perdre son « identité ». L'instrumentalisation de ces peurs par le personnel politique est largement relayé par les médias, et en renforce la visibilité sociale.

Aujourd'hui, les vraies menaces sur l'emploi et les salaires ne résident pas dans l'immigration proprement dite mais dans le travail au noir et dans les statuts précaires imposés aux travailleurs soumis au bon vouloir de leurs employeurs.

2°) Le discours du FN sur l'immigration

C'est le leitmotiv du Front national : « l'étranger est la cause de tous nos maux », notamment de l'insécurité et du chômage. De là découle son programme politique et économique, qui montre une grande faiblesse de l'expertise, de la précision et de la cohérence. Des affirmations contenues dans un chapitre sont contredites dans un autre. Des chiffres trouvés ici ne sont plus les mêmes là. Du père à la fille, le thème de l'immigration est toujours aussi important. Mais Marine Le Pen a gommé les aspects trop radicalisés et a amplifié, en fonction de ses publics, soit la dimension politico-religieuse et « identitaire », soit la dimension économique centrée sur le chômage.

L'étranger peut être l'Européen : le FN propose une sortie de l'Europe et un retour des frontières, ce qui ferait des autres membres de l'UE des étrangers à part entière (pourtant, en remontant sur 3 générations, un Français sur quatre compte dans sa famille un ancêtre d'origine étrangère. Aussi, la France est le pays comptant le plus de mariages mixtes en UE).

L'étranger peut aussi venir du reste du monde : le FN propose l'arrêt des flux migratoires, la fin de l'accès des étrangers à la solidarité nationale, et des mesures de répression forte. Parmi les mesures les plus notoires figurent la remise en cause du droit d'asile (réfugiés de pays en guerre, opposants aux régimes totalitaires), l'interdiction de régularisations des sans-papiers, les expulsions systématiques, la suppression de l'aide médicale d'État, la réduction de la durée des cartes de séjour...

Au sujet de l'accueil des réfugiés des pays en guerre, Steeve Briois, le maire d'Hénin-Beaumont déclare "fidèles à nos engagements et à la défense des intérêts de nos compatriotes, aucune mairie Front national ou du Rassemblement Bleu Marine n'accueillera le moindre immigré clandestin (terme FN pour réfugié)". "Notre pays n'a ni les moyens, ni l'envie, ni l'énergie d'être plus généreux avec la misère du monde", en a conclu Marine Le Pen. Dire « clandestin » à la place de « réfugiés », c'est un exemple du « discours de vérité » qui amène surtout à dire n'importe quoi. « Comment accepter que les 77 000 logements réquisitionnés pour les clandestins ne bénéficient pas en priorité aux Français qui en ont besoin ? dit le FN dans les médias » La définition qu'en donne le HCR : « Les réfugiés sont des personnes qui fuient des conflits armés ou la persécution. Leur situation est souvent si périlleuse et intolérable qu'ils traversent des frontières nationales afin de trouver la sécurité dans des pays voisins, et sont par conséquent reconnus internationalement comme des réfugiés ayant accès à l'aide des États, du HCR et d'autres organisations. » Inter-changer les deux termes détourne l'attention de la protection juridique précise dont les réfugiés ont besoin. Cela peut saper le soutien de la population pour les réfugiés et l'institution de l'asile à un moment où,

plus que jamais auparavant, les réfugiés ont besoin d'une telle protection.» Résultat : 55% des Français se déclarent opposés à l'accueil des réfugiés de guerre (les sympathisants de gauche sont néanmoins très largement favorables (69 %) alors que ceux de droite y sont à 69 % opposés).

Si elles étaient appliquées, les mesures préconisées par le FN, axées sur la répression et contraires aux droits humains, pourraient entraîner encore plus d'insécurité, de violence sociale et un appauvrissement généralisé des Français avec le rétablissement des frontières. Car il est tout à fait démontrable que 26% des Français auront plus de 65 ans en 2040 et qu'en conséquence l'économie française aura besoin de 10 millions d'immigrés d'ici à 2040/50. L'Europe elle-même a besoin d'un apport extérieur important de l'immigration pour ne pas être condamnée à voir perpétuellement les droits sociaux réduits, l'âge du départ à la retraite augmenté, le montant des pensions diminué à cause de la baisse chronique de la natalité et de l'allongement de la durée de la vie. Sans immigration, en 2050, ce n'est pas 3% du PIB en plus qu'il faut trouver pour financer la protection sociale, c'est plutôt de l'ordre de 4,3% (chiffres de 2012). L'immigration est une chance pour le pays, la contribution des immigrés à l'économie étant supérieure à ce qu'ils reçoivent en termes de prestations sociales ou de dépenses publiques, à condition qu'on leur permette de s'insérer sur le marché du travail.

3°) Reconnaître nos responsabilités

La politique mise en œuvre en ces temps de mondialisation est détestable : libre circulation des capitaux et des marchandises, et entraves de plus en plus grandes à la circulation des personnes.

Les 28 Etats membres de l'Union européenne ne sont pas parvenus à un accord pour une répartition contraignante de 160 000 réfugiés réclamée par la Commission européenne, pour tenter de faire face à une des pires crises migratoires en Europe depuis 1945. Pourtant, de nombreuses tragédies ont émaillé l'année 2015, transformant la mer Méditerranée en cimetière. Cet été, un nombre historique de réfugiés ont accosté sur les côtes grecques et italiennes, risquant la mort en cours de route. Cette succession de drames humains (env. 3000 noyés entre janvier et septembre) impose une réponse à la hauteur des enjeux. L'inaction coupable tranche avec la réponse d'une partie de l'opinion publique allemande et les déclarations d'Angela Merkel qui invoque un devoir de «dignité» pour l'Europe, alors même que l'Allemagne va accueillir cette année 800.000 demandeurs d'asile, contre environ 30.000 pour la France. La France vit à l'heure actuelle une défaite morale qui éteint à petit feu les valeurs de la République.

Notre responsabilité historique aussi est flagrante : colonisation, exploitation des richesses, mise sous tutelle des peuples, partage arbitraire des territoires, soutien à des régimes despotiques... Cette responsabilité, nous devons l'assumer.

Les mouvements migratoires de la période actuelle ont deux causes majeures. La première est la guerre qui sévit, entre autres, en Syrie ou en Irak et la deuxième est la misère, qui frappe surtout l'Afrique subsaharienne. Cette simple constatation suffit à prendre conscience de la terrible responsabilité que portent l'Union européenne et les Etats Unis dans cette situation dramatique. Des guerres ont été menées à l'instigation des puissances occidentales pour satisfaire leur profit (besoins en matières premières, pétrole en particulier) et ont laissé de vastes régions du monde en proie à une instabilité politique et à des tensions communautaires et religieuses qui s'apparentent maintenant à de véritables guerres civiles. La situation dramatique en Syrie, en Érythrée, au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo, en Irak, en Libye devenue de facto un Etat défaillant, et le conflit israélo-palestinien ... nous y avons contribué de près ou de loin.

Les gouvernements européens, sous la pression des démagogues et des populistes de tous bords, promettent des frontières infranchissables. Ils mentent. Une telle politique n'empêchera jamais les départs, parce que les candidats à l'exil fuient la misère et la guerre. Pour eux le départ, même au péril de leur vie, est une option rationnelle. Homo Sapiens est par définition un migrant, émigrant, immigrant. Cela se vérifie sur des millions d'années. Ce le sera encore plus avec les bouleversements climatiques qui s'annoncent ; sans lutte efficace et coordonnée contre le réchauffement de la planète, les réfugiés climatiques seront demain de plus en plus nombreux et s'ajouteront aux bouleversements géopolitiques existants dont les puissances occidentales sont en partie responsables.

Notre très lourde responsabilité devrait nous amener à engager une vraie politique européenne et mondiale cohérente et non hypocrite pour créer des conditions de vie supportables qui permettent à ces populations de vivre dignement chez elles. Nous devons tout mettre en œuvre pour trouver des solutions intelligentes et désintéressées au chaos qui règne au Moyen Orient et en Libye ; fournir un effort sans précédent d'aide au développement (p.ex. 'plan Marshall' d'électrification de l'Afrique sub-saharienne) et prendre des mesures décisives pour ralentir la dégradation de l'environnement et du climat....

A court terme et au minimum, offrir un refuge aux victimes de persécutions fait partie de notre responsabilité dans le monde et de notre devoir d'êtres humains.